

Jennifer Lemaire, chargée de communication de la Ligue des droits humains

« DÉSObÉIR EST PARFOIS UN DEVOIR DÉMOCRATIQUE » : ANUNA ET RACHIDA, ACTIVISTES FACE À LA RÉPRESSION

De la justice climatique à la Palestine, de la désobéissance civile au travail grassroots, Anuna De Wever et Rachida Aziz défendent une lecture systémique des luttes au travers de leur collectif HOTM, Headquarters of the Movement. À l'instar de beaucoup d'activistes en ce moment, ce combat leur vaut une répression croissante, comme en témoigne les poursuites pour «association de malfaiteurs» que vient de traverser Anuna De Wever pour avoir taggué Free Palestine sur le container d'une société en lien avec la production de matériel militaire utilisé durant le génocide en Palestine. Entretien croisé sur la répression des mouvements sociaux, la convergence des luttes et le sens de la désobéissance.

VOUS VENEZ D'HORIZONS DIFFÉRENTS MAIS PARTAGEZ AUJOURD'HUI LES MÊMES COMBATS. COMMENT VOS TRAJECTOIRES SE SONT-ELLES REJOINTES ?

Anuna : Nous nous sommes rencontrées il y a environ six ans, pendant les grèves climatiques. À l'époque, je faisais partie du mouvement Youth for climate en Belgique (*ndlr : Dans le sillage de Greta Thunberg, cette jeune Suédoise ayant démarré une manifestation devant le Parlement suédois, des milliers de jeunes écolier-es belges ont enchaîné durant plusieurs mois des grèves scolaires, afin de réclamer une politique climatique à la hauteur de la situation*). Rachida est venue me proposer de rejoindre la campagne *In My Name*, pour la régularisation des personnes sans papiers. C'était la première fois que le mouvement climat s'engageait clairement sur un autre front.

Nous avons vite compris que nos luttes avaient la même racine : un système qui considère certaines vies comme sacrificables et justifie l'exploitation dès qu'elle est rentable. La mode éthique, le climat, la migration, la Palestine : tout est lié. C'est pour cela que je ne me définis plus comme activiste climatique, et Rachida pas seulement comme designer ou activiste de la mode éthique. Nous sommes des activistes grassroots, pour un changement systémique.

Rachida : Mon travail dans la mode éthique, avec la marque Azira, était déjà une réflexion sur l'accès : qui a accès aux ressources, à la visibilité, au récit ? Très vite, j'ai voulu dépasser les discours sur la diversité ou l'inclusion pour parler de pouvoir et d'injustice structurelle — qu'elle soit raciale, sociale, de genre ou climatique. Cela m'a menée à ce travail grassroots et à la création de HOTM, Headquarters of the movement (*les Quartiers Généraux du Mouvement, ndlr*) un espace où l'art, l'analyse politique et l'organisation se renforcent mutuellement.

ANUNA, VOUS AVEZ ÉTÉ POURSUIVIE POUR UN TAG PROPALÉSTINIEN VISANT UNE ENTREPRISE LIÉE À L'ARMEMENT ISRAËLIEN. VOUS N'ÉTIEZ PAS SEULEMENT POURSUIVIE POUR DÉGRADATION DE BIENS MAIS AUSSI POUR ASSOCIATION DE MALFAITEURS, UNE ACCUSATION LOURDE, QUI EN A INTERROGÉ PLUS D'UN·E. COMMENT AVEZ-VOUS VÉCU CE PROCÈS ?

Anuna : HOTM organise des actions autour de la Palestine depuis longtemps, et après le 7 octobre, nous les avons multipliées. L'entreprise ciblée, OIP, est une filiale de Elbit Systems, qui fabrique des technologies militaires utilisées par Israël. Cette entreprise est visée par la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) dans le monde entier.

Nous avons participé à une action mondiale de sensibilisation, dont ce tag filmé et diffusé sur les réseaux. Pour cela, nous avons été poursuivi-es, et ça en dit long sur le contexte politique actuel : des activistes dénonçant un génocide sont davantage ciblé-es que les acteurs qui l'alimentent. Ces procédures sont des tactiques d'intimidation et bien sûr que c'est effrayant. Partout dans le monde, des activistes sont criminalisé-es, voire tué-es. Mais nous étions confiant-es : juridiquement et moralement, nous étions du bon côté. Le jour de l'audience, il y avait des dizaines de policiers, des chiens, un hélicoptère — un cirque sécuritaire. Mais il y avait aussi des activistes venu-es nous soutenir. Pendant le procès, dehors, des centaines de manifestant-es criaient « Shut down ». On pouvait les entendre depuis la salle d'audience ! Pour moi, c'était une métaphore de l'Europe : un empire qui se croit moral, mais déploie une violence massive tout en accusant les dissident-es d'être les violent-es. Le juge a finalement été dans ce sens puisqu'aucune sanction, sinon le versement d'un euro symbolique, n'a été prononcée. C'était une humiliation pour l'entreprise, qui réclamait plusieurs milliers d'euros. L'association de malfaiteurs n'a pas été retenue non plus. Ce procès n'est qu'un épisode parmi d'autres. Les activistes sont visé-es par la justice, l'État ou l'extrême droite. Pour moi, c'est surtout révélateur d'un système qui tente de faire taire la contestation.

VOUS PARLEZ D'UN DURCISSEMENT AUTORITAIRE CONTRE LA SOCIÉTÉ CIVILE. L'AVEZ-VOUS RESENTI CES DERNIÈRES ANNÉES ?

Rachida : Je pense qu'il y a clairement un tournant autoritaire en Europe et en Amérique du Nord : la société civile, les organisations ou simplement les voix dissidentes sont présentées comme des menaces plutôt que comme une nécessité démocratique. Cette situation était déjà en cours du côté flamand du pays, avec le gouvernement N-VA qui est au pouvoir en Flandre depuis 2014. Il y a eu des attaques sur le secteur culturel, le secteur social, avec de moins en moins de concertation, de négociations. Mais pour beaucoup de personnes racisées ou issues des classes populaires, ce n'est pas nouveau, ça a toujours été comme ça. Il y a toujours eu deux régimes : le conflit qu'on règle par le dialogue pour la classe moyenne blanche, et le conflit géré par la police pour les autres. Personnellement, je n'ai connu que ça, je subis des attaques de l'extrême-droite depuis que je suis activiste. La différence aujourd'hui, c'est l'ampleur : même les classes moyennes blanches commencent à être visées, et découvrent ce que d'autres vivent depuis longtemps.

Anuna : Je suis d'accord. Quand j'étais une jeune militante pour le climat, modérée, travaillant avec les institutions, j'étais perçue comme courageuse par les médias. Dès que j'ai commencé à parler de colonialisme, de violences policières ou à pratiquer des actions plus radicales, la perception a totalement changé. Ce backlash existait déjà, mais il était invisible pour beaucoup. Aujourd'hui, la répression s'étend. Sans solidarité intersectorielle, la violence systémique va continuer et s'étendre.

VOS POSITIONS RADICALES ONT DONC EU DES CONSÉQUENCES PROFESSIONNELLES ET MÉDIATIQUES ?

Rachida : C'est évident. Des portes se ferment, des financements disparaissent, des espaces deviennent conditionnels. Les médias posent souvent des questions cadrées de manière à orienter la perception du public avant même qu'on ait pu prononcer un mot. J'ai décidé en 2016 de quitter les médias mainstream après des attaques coordonnées de l'extrême-droite car j'ai constaté que cette visibilité nuisait à mon travail sur le terrain. J'ai choisi l'intégrité plutôt que la visibilité. Le travail le plus impactant se fait souvent loin des projecteurs.

Anuna : Les médias partent d'hypothèses implicites : le capitalisme, le racisme structurel ou le patriarcat sont normalisés. Avant même de discuter d'alternatives, il faut déconstruire ces présupposés. Même lorsqu'on accède à ces espaces médiatiques - ce qui est assez rare

- le framing empêche un vrai débat. C'est pourquoi de nombreux mouvements développent leurs propres plateformes médiatiques et leurs propres projets culturels : la conversation authentique est difficile dans les médias mainstream.

REVENONS SUR LE PROCÈS. À LA SORTIE DU TRIBUNAL, VOTRE AVOCATE, SELMA BENKHELIFA A DIT UNE PHRASE INTÉRESSANTE : « IL FAUT PERMETTRE À LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE D'AVOIR LIEU. IL FAUT PERMETTRE À UNE INFRACTION TOUTE PETITE DE DÉNONCER UNE INFRACTION BEAUCOUP PLUS GRAVE. » COMMENT DÉFINISSEZ-VOUS LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE ?

Anuna : Pour moi, la désobéissance civile, c'est refuser fondamentalement le statu quo et utiliser des moyens variés pour y résister. La désobéissance est au cœur de toute résistance historique. Sabotage, perturbation, vandalisme : ces tactiques délégitiment des institutions injustes. Je pense que certaines structures — comme l'industrie d'armement impliquée dans des crimes — ne devraient pas exister. Agir contre elles est moralement nécessaire.

Rachida : C'est important de comprendre que la désobéissance civile n'est pas une transgression pour elle-même ; c'est une question de proportionnalité. Quand les institutions échouent à arrêter une violence de masse, quand cette violence de masse prend une proportion telle qu'elle se transforme en un génocide, l'obéissance devient complicité. Il ne reste alors que deux options : désobéir ou être complice. De plus, la contestation ne commence jamais par de la désobéissance civile, elle commence par essayer les voies légales, les institutions du système, en explorant toutes les possibilités que permet ce système. Mais quand celles-ci échouent face à un génocide ou à une injustice majeure, la désobéissance devient un devoir, un devoir démocratique.

VOUS INSISTEZ SUR LE RÔLE DE LA LUTTE GRASSROOTS, QU'ON POURRAIT TRADUIRE PAR LA LUTTE DEPUIS LA BASE, DEPUIS LES RACINES. QU'EST-CE QUI LA DISTINGUE DES AUTRES MANIÈRES DE S'ORGANISER ?

Anuna : Je peux vous parler de mon expérience, puisque j'ai été active d'abord dans la société civile, puis dans un engagement *grassroots*. Quand j'étais dans la société civile, je mobilisais autour d'un thème décidé à l'avance — par exemple une loi climat. J'allais sur le terrain et je disais aux gens : il faut se mobiliser contre cette loi. Je leur disais : Voici ce qu'il faut faire. Quand un mouvement est porté directement par des personnes ordinaires, on part de la réalité vécue, par exemple des personnes sans papiers qui luttent déjà contre une injustice concrète. On rejoint une colère existante plutôt que d'en créer une abstraite. Cela a profondément transformé ma manière d'agir.

Rachida : Ceux qui n'ont pas accès aux ressources financières, institutionnelles, médiatiques, développent leurs propres formes de résistance. Nos communautés n'ont été soutenues ni par la politique ni par les grandes organisations. Elles ont dû faire preuve de résilience car elles ont toujours été attaquées. Résister est une question de survie pour nous. La société civile institutionnelle commence à comprendre qu'elle a besoin de cette lutte depuis la base pour jouer son rôle. Mais elle a aussi perdu ce lien. Je pense que tous les mouvements efficaces reposent sur une diversité de tactiques. Il n'y a pas de « bonne » ou « mauvaise » action : chacun contribue selon ses capacités. Les secteurs — syndicats, ONG, *grassroots* — doivent se respecter et se renforcer mutuellement. La résistance a deux axes : protéger celles et ceux qui subissent la violence, et construire des alternatives. Les deux sont indispensables.